

Vers des Politiques Communales de Santé

Suite et fin de l'écho qui est fait dans ces pages aux Cinquièmes rencontres du réseau à Namur, le 5 juin dernier. Le troisième atelier était centré sur

Les facteurs de pérennisation des projets

Après un rapide tour de table, l'animateur, Bruno Vankelegom, propose aux personnes ressources de présenter les projets dont elles sont responsables.

A Chimay, l'association qui encadre le projet s'est créée à l'initiative du D^r Colson qui, dans sa pratique professionnelle, rencontrait les problématiques de la précarité, des pathologies cardio-vasculaires, de l'éthylisme, etc. Le D^r Colson est aujourd'hui bourgmestre de Chimay... ce qui a permis à l'ASBL de prendre des couleurs! La notion de prévention en santé globale est au centre du projet, qui s'est greffé sur les objectifs de la coordination sociale active sur le territoire communal, en adoptant une perspective de santé. Il s'agissait de créer un réseau autour de trois « cellules » thématiques : adolescents, petits enfants et vie saine. L'outil utilisé était le théâtre action¹.

La première leçon à tirer de cette expérience est que, même si le réseau a une existence propre, une cellule doit mûrir. D'abord, il a fallu travailler dans un temps réduit avec une obligation de visibilité au niveau du pouvoir communal. Il faut justifier des palabres, des échecs : toutes choses difficiles à faire passer! Et pourtant, un projet a besoin de temps pour vivre, pour se construire; on ne

1. Voir aussi l'autre article figurant dans ce numéro.



peut pas faire l'économie de toute une réflexion collective avant d'aboutir à des réalisations concrètes. Il a fallu deux ans pour que l'on commence à voir les fruits du projet chimacien...

Le principe est la responsabilisation des partenaires. Or le coordinateur, qui en principe ne joue qu'un rôle de soutien, doit bien souvent être en réalité un moteur, un animateur au sens propre du terme, qui insuffle des

idées. Cette mission est très difficile, surtout quand on est seule pour la remplir et que l'on ne travaille qu'à mi-temps! Mais il arrive aussi que certaines personnes comprennent immédiatement « le but du jeu » et deviennent des partenaires efficaces qui font avancer le réseau. Ce qui s'avère important d'emblée, c'est de se définir des objectifs communs, au moyen d'une charte par exemple. Le projet doit se nourrir des contributions de tout le monde.

Pour ce qui est de sa pérennisation, il pourrait entrer dans un futur PPP (Plan de Proximité Prévention), ex-Plan Social Intégré, mais cela ne se dessine que dans un avenir lointain. En attendant, la transition, pour la coordinatrice, pourrait bien être le chômage. Le projet n'a aucune rentrée propre, bien qu'il bénéficie de subsides du groupe gérant la production et la commercialisation de la bière trappiste. Et, du côté politique, la seule garantie est que le bourgmestre actuel sera toujours en fonction durant trois ans...

A Flémalle, par contre, le réseau, qui a démarré dès 1985 (voir le *Journal du Réseau* n° 12), s'est institué; sa pérennité n'est pas douteuse, il fonctionne selon un rythme hebdomadaire. Une formule résume bien la leçon à tirer de cette expérience : « un réseau doit se nourrir pour éviter de mourir ». Car, même si l'institution reste, les membres du réseau changent... La coordination sociale ne doit pas être figée. Il est nécessaire de faire des choses ensemble pour apprendre à se faire confiance.

Le subside de la Communauté française a permis de fortifier les liens existants entre les travailleurs, en mettant en œuvre trois axes : la formation (un programme qui s'étend sur deux années), la confrontation des pratiques et l'ouverture à d'autres partenaires. La formation répondait à un besoin d'amélioration des connaissances et de progrès dans la réflexion : on travaille ensemble parce que les familles le demandent, surtout les familles à détresses multiples, qui réunissent parfois autour d'elles dix à quinze intervenants. Il faut donc dépasser les conflits personnels, les idées préconçues. Le gain de cette façon de procéder est que la commune va dégager un subside qui permettra de continuer le travail.

A Louvain-la-Neuve, la subvention a contribué à l'ouverture d'une Maison de la Petite Enfance et de la Famille (voir le *Journal du Réseau* n° 9). Les portes se sont ouvertes en 2003, mais au début la symbolique du lieu – une ancienne gendarmerie! – a posé problème aux habitants, qui n'en ont pas volontiers poussé la porte. Les

différentes associations partenaires ont très vite décidé de travailler sur base d'un texte commun, d'une charte qui définissait des objectifs de prévention mais aussi une certaine qualité démocratique. Les partenaires se réunissent une fois par mois et l'entente entre eux est bonne. La difficulté aujourd'hui est de conserver les axes de travail car le projet « grossit » énormément.

La subvention a servi à payer deux travailleurs à quart-temps et à organiser certaines activités. La question angoissante est la suivante : comment continuer lorsque la subvention s'éteindra ? Le bourgmestre se veut rassurant, arguant du fait qu'un projet qui fonctionne si bien n'a aucune raison de disparaître. Mais les partenaires se demandent si ce projet pourra continuer comme ils l'entendent, s'il ne risque pas d'être « récupéré » par le pouvoir communal. Par ailleurs, si la pérennité du projet semble réelle, la continuité de l'équipe l'est beaucoup moins : les travailleurs se sentent « comme des petits oiseaux sur la branche »...

A Sambreville (voir le *Journal du Réseau* n° 13), le projet arrive au terme de la subvention. Il a montré une grande richesse au niveau des objectifs à atteindre et de la concertation de l'ensemble des services public. Mais comment répondre aux besoins exprimés ? Aujourd'hui, certains projets vont pouvoir continuer car ils ont obtenu des fonds européens. Cela n'a pas été le cas de tous, ce qui crée des tensions entre institutions...

A Dampremy, le projet est relativement nouveau. Il fait suite à un projet de santé globale qui avait démarré en 1996. La première démarche a été de réunir tous les agents médico-sociaux et éducatifs. Ce qui a permis d'affiner le diagnostic par une perception plus subjective. L'erreur est de ne pas avoir fait de démarche institutionnelle : le travail de terrain sans convention est un piège à éviter. Aujourd'hui, un nouveau travail de diagnostic avec la population a été lancé en collaboration avec l'Observatoire de Santé du Hainaut. Le but est de relayer ces données vers les

politiques. La visibilité doit être réelle pour tous les niveaux concernés : celui des habitants, celui des partenaires et celui des politiques.

A Essegheem, le projet est encore plus neuf puisqu'il a démarré en avril. La pérennité est indispensable mais on n'y pense pas encore. Le public cible est le quatrième âge, qu'il est difficile de faire bouger (au figuré comme au propre!). Il est donc nécessaire de connaître les besoins de ces personnes. Le travail de la première année consistera à récolter leur parole.

Après ce tour d'horizon, quelles conclusions tirer ? Un facteur important de pérennité – peut-être le premier – repose sur **le travail avec la population**. C'est ce travail qui amènera les politiques à prendre le projet en considération. Ils sont soucieux de leur mandat et donc des demandes et des soucis manifestés par les citoyens. **La visibilité de l'action**, facteur important au niveau local, peut et devrait aussi dépasser les frontières communales. A moins que ce ne soit une caractéristique bien belge de ne pas se mettre suffisamment en avant, de ne pas valoriser ce que l'on fait ?... En matière **d'évaluation**, il est important de faire régulièrement un état des lieux. La méthodologie doit être définie et le dispositif mis en place dès le début. Et l'évaluation doit être le fait des acteurs de terrain, non du seul évaluateur. Enfin, **la communication** peut intervenir à plusieurs niveaux. En fonction des moyens (financiers mais aussi logistiques, médiatiques...) et du public cible, on choisira les canaux les plus adaptés².

D'après les notes de Françoise Kinna

² C'est l'occasion de rappeler que l'ASBL Question Santé, qui assure la réalisation de ce journal, est agréée et financée par la Communauté française pour remplir des missions précises, parmi lesquelles l'aide méthodologique et pratique aux processus de communication en promotion de la santé et notamment en santé communautaire. A bon entendeur...

Uccle : théâtre action et dépendances

Retour sur un projet brièvement évoqué dans le n° 12 du *Journal du Réseau*. Un projet d'initiative communale et qui, s'il ne se déroule pas dans le cadre du réseau, correspond bien à sa philosophie participative. « Dépendances : nous avons des choses à nous dire » est dans sa phase finale, celle de la publication d'une brochure de synthèse. Mais il est probable que ce projet aura des suites. A Uccle voire ailleurs, pourquoi pas ?...

Dans la salle et sur la scène circule un personnage intrigant. Il rythme le spectacle, orchestre le jeu, exprime les règles... Il s'agit du Joker, qui départage acteurs et spectateurs au cours de cette soirée de théâtre forum. Les comédiens vont interpréter l'équipée tragique d'Axel, pris en flagrant délit de « fumée bleue »; ils vont présenter l'histoire tout aussi poignante de son père incapable de dialoguer, et les pathétiques réactions d'une mère dépassée par les événements. Les spectateurs assisteront encore à la bouleversante rupture entre Axel et sa copine Sara, et enfin à sa descente aux enfers sous l'impulsion de son pote Sam. Bref : une fable qui se termine mal!... Mais c'est précisément lorsqu'on pense que tout est terminé et qu'il n'y a plus rien à faire que le jeu commence vraiment. Le Joker ordonne de recommencer le spectacle depuis le début, parce que le public est mécontent de l'issue fatale et veut intervenir dans l'histoire pour en changer le cours en remplaçant les comédiens...



Cette histoire, c'est « Fumée bleue... je vois rouge! » – une pièce de théâtre forum du Collectif 1984, créée spécialement pour le projet mené à

Uccle par l'Echevin de la Jeunesse, Guy de Halleux. Des soirées de théâtre et de débat ont eu lieu au cours du premier semestre 2004 dans sept établissements secondaires de divers réseaux d'enseignement. Le pari était, en abordant de manière originale la question des dépendances (aux drogues mais aussi au tabac, à l'alcool, aux médicaments... voire à Internet), de susciter ou de débloquent le dialogue entre adolescents et adultes sur cette question, et d'inviter aussi les communautés éducatives des différentes écoles à en parler ensemble.

Mais cette initiative n'est pas sortie un beau jour du chapeau d'un échevin; elle est le résultat de tout un processus. « Ce projet, déclare M. de Halleux, est l'aboutissement de près de deux années de maturation et de travail. La réflexion a débuté lors des Etats généraux de la Jeunesse que j'avais initiés au printemps 2002. Un des douze ateliers était consacré aux assuétudes ou dépendances. Il fut précédé d'une conférence du D^r Jean-Pierre Jacques, dont les propos évoquaient déjà le déficit de dialogue qu'il constatait entre adultes et adolescents sur ces questions. Ce constat fut validé par les personnes travaillant dans l'atelier qui s'ensuivit, constitué de membres d'associations, de représentants de pouvoirs publics, de travailleurs sociaux et d'éducateurs, mais aussi de jeunes. Il apparaissait clairement qu'un tel sujet était difficile à aborder du fait que bien souvent il était trop passionné. Dès ce jour-là on évoqua l'outil théâtral pour ouvrir plus facilement les portes du dialogue. »

Un groupe de travail est constitué. Coordonné par l'Echevinat de la Jeunesse, il comprend en outre des représentants du CPAS, du Centre de



planning familial d'Uccle et de l'ASBL communale Animation Prévention Socioculturelle. Vient enfin le stade du contact avec les directions. Divine surprise : sept des principales écoles des trois réseaux d'enseignement répondent positivement. Guy de Halleux : « En faisant le tour des écoles, j'ai pu constater une évidente préoccupation concernant les problématiques liées aux dépendances. J'ai également senti une volonté de tenter d'aborder autrement ces questions, non seulement avec les adolescents mais également avec les parents. » Ayant arrêté son choix sur le théâtre forum, le groupe demande alors à d'autres partenaires de le rejoindre : le Collectif 1984, le D^r Jean-Pierre Jacques, qui animera les débats, et le Centre local de promotion de la santé, qui à son tour amène Question Santé.

Un comédien du Collectif 1984 et trois membres du groupe de travail vont alors écouter des adolescents de 14 à 17 ans raconter leurs anecdotes sur la communication entre jeunes et adultes à propos des dépendances. De ce matériau naît le texte du spectacle. Jean-Pierre Jacques : « Le spectacle montre à quelles extrémités, à quelles ruptures peuvent mener les questions de drogues quand elles sont abordées de travers au sein des familles. Ce qui est renversant, c'est que le scénario



n'a rien d'outrancier : ma pratique clinique m'a mis en présence de situations pareillement dégradées. Au fond, si les familles se débrouillent souvent fort mal sur le sujet des drogues, c'est parce que les adultes méconnaissent profondément ces questions. Non pas que les adolescents en sachent véritablement davantage, mais ils affichent une curiosité et une préention à en savoir plus, et ils disposent parfois d'un savoir empirique qui fait défaut à la plupart des adultes. Ceux-ci restent obnubilés par les slogans réducteurs. On leur a dit que moins on parle des drogues, des ivresses et des dépendances, mieux cela vaut. Le spectacle nous montre à quelles impasses, et même à quelle exaspération des conduites d'usage de drogue cela peut mener. »

Les difficultés du dialogue ados-adultes ne sont pourtant pas neuves ?
« Non, mais elles ont changé de nature. La révolte adolescente, classique jusqu'aux années 80, a cédé la place à l'évitement. On partage le même frigo, mais on passe son temps à s'esquiver. Les drogues peuvent participer de ces stratégies d'évitement. De part et d'autre. Elles fonctionnent alors, dans les écoles ou les familles, comme des condensateurs d'angoisse. Cette angoisse paralyse toute rencontre, fige les rôles, suscite les malentendus, multiplie les occasions manquées ou mal exploitées. »

Une évaluation nuancée... et des suites

A l'issue de ce projet, quelle évaluation peut-on en faire ? Le 29 septembre dernier, une journée d'échanges était organisée pour faire le point entre les différents partenaires. L'évaluation par questionnaires auprès des sept écoles donnait des résultats globalement satisfaisants voire très satisfaisants, malgré un « couac » lors de la première soirée : non seulement la disposition des sièges dans la salle avait favorisé une polarisation spatiale entre ados (devant) et adultes

(derrière), mais encore l'animateur du débat final s'était retrouvé à la fois aveuglé par les spots et coincé entre deux fonctions incompatibles, celle de modérateur et celle d'expert.

Une des préoccupations des promoteurs du projet concernait « l'après-spectacle ». En fait, les suites furent très variables : tantôt, faute des outils adéquats, aucune structure n'avait pu être mise en place pour assurer un suivi ; tantôt élèves et enseignants avaient pu discuter ensemble de la soirée et du spectacle ; tantôt encore le dialogue s'était établi sur un plan individuel, sans qu'il y eût de discussion générale. Quoi qu'il en soit, en matière d'évaluation, il faut se garder de l'obsession des résultats quantifiables. La modestie s'impose sur ce plan, quel que soit le dispositif mis en place (c'est vrai aussi de programmes à l'aura plus « scientifique »).



Une bonne part de la discussion porte ensuite sur le côté caricatural des personnages, qui présente à la fois une fonction dramatique propre au théâtre action (il s'agit de faire rire le public mais aussi de le faire réagir pour qu'il ait envie de monter sur scène à son tour) et un côté déformant qui peut heurter voire blesser certains parents. En effet, si tous les personnages sont outrés, ce sont les parents qui sont « dans le collimateur ». Logique, puisque le scénario est construit sur les représentations des ados...

Comme toute technique de mise en situation – on peut penser au jeu de rôles –, le théâtre forum soulève des réticences voire de l'opposition. Pourtant quelqu'un dira : « *Quand on joue, on ne pense plus à ce que l'on va dire. Je suis devenue Sam avec mon ressentiment à moi!* » De fait, lorsque les re- joueurs étaient interrogés après leur

prestation sur scène, on a pu constater que certains, une fois dans la peau du personnage, avaient tout à fait perdu de vue leurs « bonnes intentions ». C'est même là que réside l'intérêt du théâtre forum : on est confronté à l'imprévu. Comme dans la vie.

En tout cas, un gros avantage de cette formule est de toucher en même temps parents et enfants. Car les élèves peuvent de toute façon être touchés à l'école (la fameuse « population captive » chère aux planificateurs), tandis que les parents sont généralement hors de portée. Et jouer la pièce pour un public exclusivement composé d'ados place ceux-ci dans une position trop confortable ; il faut qu'ils soient confrontés à des parents réels et non seulement à des personnages.

Enfin, une autre préoccupation des promoteurs était que les soirées ne soient pas que des événements « flash » : sur quoi déboucheront-elles ? Diverses pistes de travail ont été évoquées, et la réflexion doit se poursuivre. Mais la concertation qui s'annonce d'ores et déjà entre une partie au moins des partenaires pourrait dépasser la problématique des consommations et des dépendances. Les questions posées par la pièce – écoute et dialogue, limites et interdits – sont évidemment à l'ordre du jour. Mais la question de l'autorité est également à retenir. A une époque où ce terme est devenu synonyme d'autoritarisme et d'arbitraire, comment retrouver la position d'*auktoritas*, celle d'auteur d'une parole authentique et assumée ?...

Le Journal du Réseau

est réalisé par le Service communautaire de promotion de la santé chargé de la communication, géré par l'asbl Question Santé, 72 rue du Viaduc, 1050 Bruxelles. Tél. 02 512 41 74 - Fax 02 512 54 36 E-mail : question.sante@skynet.be

On trouve le **Journal du Réseau** et le **Fax Santé Communes** sur le site www.questionsante.org

Secrétaire de rédaction : **Alain Cherbonnier**

Maquette : **Frédérique Guiot**

Le conseil de rédaction est assuré par le comité de pilotage.

Les articles non signés sont de la rédaction.

Les articles signés n'engagent que leur auteur.

Editeur responsable : **D^r Patrick Trefois**

72 rue du Viaduc - 1050 Bruxelles



Avec le soutien de la Communauté française de Belgique